



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-05
Séance du 13 février 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le treize février à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Billette, Caizergues, Carbonneill, Hervet, Joly, Perez, Petit, Serra, Weber
Mmes Albiges, Bérard, Castillo, Pervent, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Bertin procuration à Mme Castillo, Mme Chibani procuration à Mme Bérard, Mme Fraisse procuration à M. Joly, M. Lenoir procuration à M. Caizergues, Mme Maury procuration à Mme Albiges, Mme Olivier procuration à M. Serra, M. Palau procuration à M. Perez, Mme Vella procuration à Mme Pervent

Absents excusés : /

Secrétaire de séance : M. José JOLY

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 14

Absents : 0

Procurations : 08

Votants : 22

Date de convocation et affichage

06 février 2020

Objet : Vote du budget primitif 2020

M. le maire présente au conseil municipal le projet de budget 2020 ainsi résumé :

	Fonctionnement	
	Dépenses €	Recettes €
Crédits votés au titre du présent budget	3 552 885.81	3 365 599.00
Résultat de fonctionnement reporté	0	187 286.81
Total de la section	3 552 885.81	3 552 885.81

	Investissement	
	Dépenses €	Recettes €
Crédits votés au titre du présent budget	1 134 589.40	1 153 511.81
Restes à réaliser de l'exercice précédent	162 236.39	191 530.04
Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	48 216.06	0
Total de la section	1 345 041.85	1 345 041.85

TOTAL DU BUDGET	4 897 927.66	4 897 927.66
------------------------	---------------------	---------------------

Après échanges, explications et discussion, le budget primitif 2020 de la commune est soumis au vote par chapitre et adopté à l'unanimité.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 13 février 2020
Roger CAIZERGUES
maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le Tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

nomenculture :7.1.1